



De :
Association Bonsens.org
10 Rue des Cigognes
67960 Entzheim
contact@bonsens.org

A :
Mr le Président de la République Française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris

Entzheim le 14 septembre 2021

Monsieur le Président de la République,

Après deux ans de crise, de nombreuses questions sont toujours sans réponse de la part du gouvernement. En situation de crise, l'erreur est possible et excusable.

Mais, l'obstination dogmatique, qui tourne à l'obscurantisme scientifique, est une faute.

Le prix de cette faute est chèrement payé par les Français et, pour certains, au prix de leur santé ou de leur vie.

Un comité scientifique, enfermé dans sa doxa, qui refuse l'intelligence collective et qui systématiquement dénigre et/ou remet en cause, avec arrogance et dédain, les travaux de ses pairs, ne peut plus être l'instance de réflexion et de pilotage pour sortir la France de la crise sanitaire.

Le doute et le questionnement sont les fondements de la réflexion scientifique et de la recherche. La connaissance est le fruit des résultats collectifs de la recherche. Jamais l'intelligence de quelques-uns ne saurait être supérieure à l'intelligence collective.

Il ne s'agit pas d'une guerre, mais d'une crise sanitaire, dont la clé réside précisément dans l'intelligence collective, le pragmatisme et le partage d'expériences.

Les innombrables contradictions et contrevérités portées depuis 18 mois par les autorités de santé ont ébranlé la confiance des Français.

Plus que jamais, les Français demandent des réponses claires à des questions simples.

Dites-nous pourquoi :

- **EFFRAYER LES FRANÇAIS et parler de guerre**, alors qu'il ne s'agit que d'une crise sanitaire ?
- **DISSIMULER que les vaccins* contre la Covid-19** ne sont en réalité pas des vaccins, mais uniquement **des thérapeutiques nouvelles de prévention des formes graves**, pour lesquelles nous avons très peu de recul ?



- **PRETENDRE ERRONEMENT que ces vaccins***, dont la composition exacte est secrète, **sont des technologies sans aucun risque**, au mépris des faits établis maintenant dans le monde entier et alors même que les laboratoires sont exonérés contractuellement de toute responsabilité ?
- **REFUSER DE RECONNAITRE OFFICIELLEMENT et sans ambiguïté**, que ces vaccins* **ne protègent ni de la contamination, ni de la contagion** ?
- **IMPOSER FAUSSEMENT ces vaccins***, comme la seule et unique solution **en refusant de privilégier les traitements précoces** ?
- **REFUSER LES ENSEIGNEMENTS** qui s'imposent au vu des résultats et des stratégies de pays qui ont mieux géré la crise sanitaire que la France ?
- **S'OBSTINER A INTERDIRE/DECONSEILLER tous les traitements précoces** malgré leurs succès démontrés dans plusieurs pays, au motif de pseudo-exigences scientifiques auxquelles les vaccins* n'ont eux-mêmes pas été soumis ?
- **FAIRE PRENDRE DES RISQUES à des femmes enceintes et à leurs bébés**, en incitant à leur vaccination, alors que les études sur la sécurité pour le fœtus sont très limitées et ne seront pas terminées avant plusieurs années. Saviez-vous que même le laboratoire PFIZER déconseille, par écrit dans son protocole en ligne, l'usage de son vaccin au cours des 28 premiers jours post fécondation ?
- **SACRIFIER POTENTIELLEMENT LA SANTE ET LA VIE de populations sans risque** de développer des formes graves, en les forçant à se vacciner et en les exposant ainsi à un risque important de développer des complications graves à long termes ?
- **AVOIR EXCLU VOLONTAIREMENT LES MEDECINS GENERALISTES** du parcours de soin des malades de la Covid- 19, alors qu'ils sont normalement le premier rempart avant l'hospitalisation ?
- **AVOIR REFUSE D'AUGMENTER LES MOYENS DE L'HOPITAL et la capacité hospitalière**, dont la saturation a conduit aux mesures coercitives imposées aux Français ?
- **CAUTIONNER LA PRISE DE PAROLE NON OBJECTIVE de médecins ayant des liens d'intérêts conflictuels** avec les laboratoires pharmaceutiques, sans que ces derniers en fassent ouvertement mention au public ?
- **NOMMER ET MAINTENIR IMPUNEMENT à des postes clés de Santé Publique des femmes et des hommes ayant des liens d'intérêts** avec les lobbies pharmaceutiques, incompatibles avec leur obligation de neutralité ?
- **PRIVER LES SOIGNANTS**, que vous applaudissiez hier, **DE TOUS LEURS DROITS ET MOYENS DE SURVIVRE**, parce qu'ils refusent, en conscience et de plein droit, de se faire inoculer ces vaccins* ?
- **REFUSER TOUT DEBAT ouvert, serein et constructif** sur la gestion de la crise par les autorités françaises de santé ?



Nous voulons sortir de cette crise avec vous, pragmatiquement, collectivement et constructivement. Les réponses à ces questions, ainsi qu'à de nombreuses autres que se posent les Français, sont déterminantes.

Nous demandons par conséquent :

- Un **moratoire** sur l'inoculation des vaccins* contre la COVID-19.
- **La liberté de prescription des médecins, sans contrainte et sans obstacle.**
- **Le remplacement immédiat de tous les décideurs de Santé Publique ayant des liens ou conflits d'intérêts**, y compris au Ministère des Solidarités et de la Santé.
- **Une enquête sans délai par le Parquet Financier sur les corruptions et malversations** supposées dans le système de Santé Publique, y compris au sein du Ministère des Solidarités et de la Santé, ainsi qu'au sein de l'ANSM.
- **Un débat public entre le gouvernement et des experts indépendants internationaux** pour discuter de la stratégie vaccinale, des risques liés à la vaccination de masse et des stratégies de soin à mettre en œuvre, notamment en matière de traitements précoces. Nous sommes en relation avec de nombreux experts indépendants, reconnus mondialement, disposés à prendre part dans ce débat pour aider la France à sortir de cette crise sanitaire. Nous sommes prêts à financer toutes les réunions et les enquêtes nécessaires.

Monsieur le Président, les Français préfèrent le pragmatisme aux positions dogmatiques, la collaboration à la menace, l'intelligence collective à l'infantilisation.

Les Français sont intelligents et ils ont du discernement. Leurs questions sont légitimes et elles méritent des réponses.

Le 25 juillet dernier, vous disiez : « Il n'existe pas de liberté sans devoir. ».

Le premier devoir d'un Président est de répondre aux questions légitimes de son peuple.

A l'heure où pointe en filigrane l'abonnement vaccinal sans fin (3^{ème} dose, 4^{ème} dose, etc. ...) et où, chaque jour, de nouvelles études révèlent les dangers de ces vaccins*, les Français vous interpellent légitimement.

Les Français ont de la mémoire. Leur exaspération est grandissante. L'Histoire a pris date.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses mais vigilantes salutations.

L'Association Bonsens.org

NB : * le terme « **vaccin** » qui est utilisé dans ce document est relatif aux **vaccins génétiques expérimentaux** actuellement en phase 3 d'essai clinique. La vaccination génétique telle que définie par l'**INSERM** est « une variante de la thérapie génique [qui] consiste à administrer un fragment d'ADN [ou d'ARNm] codant pour un antigène vaccinal directement dans des cellules de la personne à vacciner. » <https://www.inserm.fr/dossier/vaccins-et-vaccinations/>

Association BonSens.org : 10 Rue des Cigognes 67960 Entzheim

Association Loi 1908 - Immatriculation : TPRX-ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN Volume 46 / Folio 22